

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE  
ET LES CARAIBES - CEPALC



Distr.  
LIMITEE

LC/L.345(PLEN.18/4)  
2 juillet 1985

FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

Comité plénier  
Dix-huitième session

Buenos Aires, 21-23 août 1985

RESOLUTIONS ADOPTEES A LA NEUVIEME SESSION DU COMITE DE  
DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES



18 (IX) PROGRAMME D'APPUI AUX PETITS PAYS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Conscient du fait que la plupart des Etats membres sont des petits pays insulaires en développement,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les pays insulaires en développement, y compris la résolution 39/212 où sont reconnus les graves problèmes auxquels doivent faire face les pays insulaires en développement,

Conscient également des résolutions adoptées en cette matière par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, y compris la résolution 138 (VI) où il est reconnu que la plupart des obstacles rencontrés par les pays insulaires en développement dérivent essentiellement de leurs dimensions réduites, de leur isolement et de leur qualité d'archipel,

Tenant compte des résultats émanés de la première réunion d'experts de pays non-alignés sur les pays insulaires en développement, effectuée à Grenade en septembre 1983, selon lesquels les problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels propres à ces pays sont un héritage de leur passé colonial, aggravés par leur situation géographique particulière,

Soulignant à nouveau les problèmes spécifiques qu'entraîne leur caractère insulaire, notamment les déficiences en matière de moyens de transport et de communication, la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, la fragilité de leurs écosystèmes, et les obstacles qui entravent une mise en valeur efficace de l'espace maritime,

Tenant compte du fait que, outre les problèmes posés par le caractère insulaire, les dimensions réduites entraînent une série de limitations, telles que les marchés intérieurs restreints et les déséconomies d'échelle qui en résultent, une vulnérabilité économique extrême face aux facteurs extérieurs, dotation limitée de ressources, forte dépendance par rapport à un ou quelques produits ou services, émigration du personnel qualifié, un coût élevé et inadéquat per capita en matière d'infrastructure, d'administration et autres services importants,

Prenant note du fait que tant la résolution 39/212 de l'Assemblée générale que la résolution 138 (VI) de la CNUCED demandent aux organismes et organisations pertinents du système des Nations Unies, et notamment aux commissions régionales, d'adopter des mesures propres à répondre aux besoins spécifiques des pays insulaires en développement,

Rappelant la résolution II (VI) du CDCC aux termes de laquelle le Secrétaire exécutif de la CEPAL est prié d'établir les relations les mieux appropriées avec l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales pour appuyer les efforts de développement des pays les moins avancés des Caraïbes orientales,

Notant avec une vive préoccupation que les petits Etats insulaires en développement de la sous-région des Caraïbes se voient de plus en plus refuser l'accès aux crédits assortis de conditions de faveur octroyés par les institutions financières internationales,

1. Décide que le CDCC doit jouer un rôle de plus en plus actif pour promouvoir le développement économique et social des petits pays insulaires en développement dans la sous-région des Caraïbes;

2. Demande aux organisations du système des Nations Unies et notamment aux institutions financières, de tenir compte, lors de la distribution de ressources, de la situation et des besoins de ces petits pays insulaires en développement;

3. Prie le Directeur du bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes de formuler, après consultation avec les petits pays insulaires en développement qui sont membres ou membres associés du CDCC, et de concert avec les autres membres du CDCC et les organisations régionales et sous-régionales pertinentes, un programme de mesures spécifiques visant à aider ces pays à surmonter les obstacles dérivés de leur caractère insulaire et de leurs dimensions réduites;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la CEPALC d'essayer d'obtenir, à titre urgent, des ressources budgétaires et extra-budgétaires spéciales qui permettent à la CEPALC, par l'intermédiaire de son bureau sous-régional pour les Caraïbes, de mettre en oeuvre un programme de mesures spécifiques visant à appuyer les efforts de développement des petits pays insulaires en développement qui sont membres ou membres associés de la Commission;

5. Prie également le Secrétaire exécutif d'identifier, par l'intermédiaire du bureau sous-régional pour les Caraïbes, des mécanismes de CTPD visant à porter remède aux problèmes qui entravent le développement des petits pays insulaires en développement du CDCC et d'encourager les activités de CTPD entre les pays membres du CDCC ainsi qu'avec d'autres pays de la région latino-américaine et des Caraïbes qui appuient les efforts de développement des petits pays insulaires en développement;

6. Demande en outre au Secrétaire exécutif d'organiser et de faciliter l'échange de données d'information et d'expérience dans toute la région, en collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales;

7. Prie instamment tous les Etats membres du CDCC de collaborer à l'élaboration et à l'application du programme de mesures spécifiques signalé au paragraphe 4 ci-dessus, et de participer aux mécanismes de CTPD visant à résoudre les problèmes qui affectent les petits pays insulaires en développement;

8. Prie le Directeur du bureau sous-régional de faire rapport à la dixième session du CDCC sur l'application de ce programme de mesures spécifiques visant à appuyer les petits pays insulaires en développement qui sont membres ou membres associés de la CEPALC et du CDCC;

9. Décide de poursuivre l'examen de cette question à la dixième session.

19 (IX) CREATION DU COMITE DE REVISION DU CDCC

Le Comité de coopération et de développement des Caraïbes,

Ayant examiné les efforts accomplis au cours des dix ans d'existence et reconnaissant la part prise à ces efforts par le Secrétariat de la CEPALC,

Rappelant la résolution 13 (VII) du CDCC intitulée "Fonctionnement du Secrétariat du CDCC" en vertu de laquelle il est notamment demandé au Secrétariat de la CEPALC de prendre certaines mesures spécifiques et d'établir un mécanisme visant à suivre l'exécution des mandats et des décisions du CDCC,

Prenant note des résultats relativement limités du mécanisme proposé,

Décide:

1. De créer un Comité ouvert de révision, dont l'institution centrale serait composée des membres du Bureau de la neuvième session du CDCC, chargé de suivre l'exécution des mandats et des décisions du CDCC;

2. Que le mandat dudit Comité sera le suivant:

- a) réviser les travaux réalisés par le CDCC depuis sa création afin d'évaluer les priorités actuelles et d'autres programmes de travail;
- b) examiner les activités menées par les institutions spécialisées et autres organismes dans le cadre du programme de travail du CDCC du point de vue de la coordination dudit programme;
- c) analyser le rôle et les fonctions du mécanisme de supervision du CDCC mis sur pied à la septième session;
- d) présenter, en temps utile, des recommandations concernant les points a), b) et c), à la dixième session du CDCC;
- e) aborder toute autre question liée au programme de travail et au fonctionnement du CDCC;
- f) aux fins de l'exécution du mandat ci-dessus, le Comité de révision consultera amplement le Secrétariat du bureau sous-régional de la CEPALC à Port-of-Spain, dont le Directeur devra être membre de droit du Comité;
- g) le Secrétariat du CDCC fera également office de Secrétariat du Comité de révision.

## 20 (IX) ACTIVITES FUTURES DU CDCC

Le Comité de coopération et de développement des Caraïbes,

Tenant compte de la résolution 358 (XVI) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes créant le Comité,

Rappelant la résolution 7 (V) adoptée le 10 juin 1980 par le Comité, et aux termes de laquelle il est convenu de renforcer immédiatement le siège sous-régional de la CEPALC de façon à lui permettre d'assurer les fonctions qui lui incombent en tant que Secrétariat du CDCC et d'exercer les pouvoirs nécessaires pour répondre de façon plus efficace aux besoins du Comité,

Conscient des besoins et des intérêts particuliers des pays des Caraïbes au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Ayant examiné les efforts accomplis au cours des 10 ans d'existence du Comité et reconnaissant la part prise à ces efforts par le Secrétariat de la CEPALC,

Notant avec préoccupation que les pays membres du CDCC se voient refuser de plus en plus souvent l'accès aux crédits assortis de conditions de faveur octroyés par les institutions internationales,

Réaffirmant qu'il doit exister une coordination entre le CDCC et les autres organismes des Caraïbes qui participent à la coopération internationale et qu'il faut promouvoir davantage la coopération entre leurs pays membres, conformément aux résolutions 12 (VII) et 13 (VII) du CDCC,

1. Exprime sa vive inquiétude face à l'application, à l'encontre des pays membres du CDCC, des concepts de gradation et de sélectivité qui entravent leur accès aux ressources indispensables à leur développement économique et social;

2. Prie le Directeur du bureau sous-régional de mener des consultations auprès des pays membres du CDCC afin d'identifier des domaines d'un intérêt commun afin de favoriser la coopération, conformément à la résolution 12 (VII) du CDCC;

3. Prie également le Directeur du bureau sous-régional de renforcer et d'intensifier les relations de travail entre le CDCC et des organisations telles que la CARICOM, l'OECD, l'OLADE et le SELA par le biais d'activités et de projets menés en commun qui présentent un intérêt pour les gouvernements de la sous-région;

4. Demande au Directeur du bureau sous-régional de mener les consultations pertinentes auprès des pays membres du CDCC afin d'identifier des projets spécifiques de coopération, au sein de la sous-région des Caraïbes ainsi qu'avec d'autres pays latino-américains, lesquels seraient financés par des institutions et des programmes des Nations Unies ainsi que par les institutions nationales de contrepartie;

5. Prie le Secrétaire général d'appeler l'attention du Comité administratif de coordination (CAC) sur la nécessité de renforcer la coopération interinstitutions au sein du système des Nations Unies à l'égard des programmes du CDCC;

6. Insiste auprès du Secrétaire exécutif pour qu'il tente d'obtenir des ressources supplémentaires en dehors de la sous-région afin de mettre en oeuvre les projets spécifiques qui présentent un intérêt pour les gouvernements, tels qu'ils ont été adoptés par le CDCC;

7. Charge le Directeur du bureau sous-régional d'élaborer un programme technique de travail à l'intention des pays insulaires en développement de la région, sur la base des études réalisées par la CNUCED, l'ONUDI et l'UNITAR et d'autres organisations, afin d'inclure ce programme de travail dans le prochain exercice budgétaire;

8. Prie le Secrétaire exécutif d'établir des mécanismes de CTPD visant à résoudre les problèmes qui entravent le développement des pays du CDCC, et de promouvoir les activités de CTPD au sein de la sous-région du CDCC ainsi qu'avec d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui appuient les efforts des pays du CDCC;

9. Prie en outre le Directeur du bureau sous-régional d'informer les gouvernements membres du CDCC des progrès accomplis dans l'application du programme de travail du CDCC, et, à cette fin, d'élaborer et de diffuser des reports trimestriels;

10. Demande instamment aux gouvernements membres du CDCC de renforcer le Secrétariat du Comité en affectant des experts de leurs gouvernements à des projets spécifiques, et d'envisager, pour ce faire, différentes possibilités de financement;

11. Réaffirme la nécessité pour les gouvernements des Etats membres du CDCC de contribuer à l'application des recommandations et des décisions du CDCC et d'en assurer le suivi par l'intermédiaire des représentants des Caraïbes au sein du système des Nations Unies;

12. Décide de passer en revue les mesures adoptées dans le cadre de cette résolution à la dixième session du CDCC.

